

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU CANADA

Communication du Japon

Veillez trouver ci-après les réponses du Japon à la question du Canada (GPA/W/212) concernant la notification du Japon (GPA/W/144-146) relative à la Société des chemins de fer japonais de l'Est (JR Est), à la Société des chemins de fer japonais du Centre (JR Centre) et à la Société des chemins de fer japonais de l'Ouest (JR Ouest).

Question

Dans la note de bas de page 2 à la page 8 du document GPA/W/152, le Japon indique que la société d'État pour la construction des chemins de fer du Japon, dont le capital est détenu en totalité par l'État japonais et qui détient respectivement 39,6 pour cent de la société des chemins de fer du centre du Japon et 31,7 pour cent de la société des chemins de fer de l'ouest du Japon, n'a "pas prévu d'exercer un contrôle effectif par le biais de la détention d'actions". Le Japon envisage-t-il de mettre en place des mesures juridiques pour veiller à ce que la société d'État pour la construction des chemins de fer du Japon et les conseils d'administration de la société des chemins de fer du centre du Japon et de la société des chemins de fer de l'ouest du Japon ne puissent pas exercer leurs droits?

Réponse

1. Au sujet de la Société d'État pour la construction des chemins de fer du Japon

En vertu de la législation japonaise en vigueur, la Société d'État pour la construction des chemins de fer du Japon (JRCPC) n'a pas le droit d'exercer un contrôle ou une influence sur la Société des chemins de fer japonais du Centre (JR Centre) et la Société des chemins de fer japonais de l'Ouest (JR Ouest) par le biais de la détention d'actions dans ces sociétés. Il n'est donc pas nécessaire de prendre d'autres mesures juridiques. Les dispositions pertinentes sont les suivantes:

- 1) La détention d'actions par la JRCPC n'a pas pour objet d'exercer un contrôle ou une influence sur les sociétés JR (y compris JR Centre et JR Ouest) mais de disposer d'actions à céder pour être en mesure de payer les rentes dues aux anciens employés de la société nationale des chemins de fer japonais (JNR), comme le prévoient les paragraphes 1) et 2) de l'article 13 de la Loi concernant le règlement des dettes de la Société pour le règlement de la dette de la JNR et des autres questions restées en suspens (ci-après dénommée la "Loi sur le règlement de la dette") (voir la pièce jointe).
- 2) Les activités de la JRCPC sont limitées aux questions expressément visées à l'article 19 de la Loi sur la JRCPC et à l'article 13 de la Loi sur le règlement de la dette (voir la pièce jointe). Exercer un contrôle ou une influence sur JR Centre ou JR Ouest par le biais des actions qu'elle détient n'entre pas dans le cadre des activités de la JRCPC parce que cela n'est pas prévu dans les dispositions des deux lois susmentionnées.

- 3) En conséquence, la JRCPC n'a effectivement jamais mis à profit sa position d'actionnaire pour exercer une influence sur les décisions des sociétés JR (y compris JR Ouest et JR Centre).

(Note: En ce qui concerne ses parts dans JR Ouest, la JRCPC a déjà choisi en avril 2002 deux maisons de titres comme chefs de file. Elle observe actuellement l'état du marché des actions pour vendre toutes ses parts dans JR Ouest dès que possible. En ce qui concerne ses parts dans JR Centre, la JRCPC envisage également de les vendre toutes dès que possible, compte tenu de l'état du marché des actions.)

2. Au sujet des conseils d'administration

Le gouvernement japonais n'a pas le pouvoir d'exercer un contrôle ou une influence sur JR Centre ou JR Ouest par le biais de leurs conseils d'administration respectifs. Il n'est donc pas nécessaire de prendre d'autres mesures juridiques à cet égard. En effet:

- 1) Le gouvernement n'a plus le droit d'approuver la nomination ou le renvoi des administrateurs et des vérificateurs légaux de JR Centre et JR Ouest depuis que la Loi portant modification de la Loi concernant la Société de transport ferroviaire des passagers et la Société japonaise de transport ferroviaire des marchandises est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2001 (voir le document GPA/W/152, page 8). Avec cette modification, le gouvernement a complètement perdu le pouvoir d'exercer un contrôle ou une influence sur les conseils d'administration de JR Centre et de JR Ouest.
- 2) Le gouvernement n'est pas en mesure d'exercer un contrôle ou une influence sur les conseils d'administration par l'action d'anciens représentants gouvernementaux remplissant des fonctions d'administrateur dans ces deux sociétés. En ce qui concerne JR Ouest, il n'y a pas d'ancien représentant gouvernemental parmi les administrateurs. En ce qui concerne JR Centre, seul un directeur exécutif est un ancien représentant gouvernemental. Compte tenu du fait que le Conseil d'administration de JR Centre se composait en juin 2002 de 30 administrateurs, la proportion d'anciens représentants gouvernementaux est extrêmement faible. Étant donné que le Conseil d'administration compte six directeurs exécutifs et que leur rang est inférieur à ceux de président du Conseil, de président, des deux vice-présidents et des cinq directeurs exécutifs principaux, ledit ancien représentant gouvernemental remplissant les fonctions de directeur exécutif n'est pas à même d'exercer une influence déterminante sur les décisions du Conseil.

ATTACHMENT*

(Tentative Translation)

JAPAN RAILWAY CONSTRUCTION PUBLIC CORPORATION LAW (EXCERPT)

(Law No. 3 of 29 February 1964)

Article 19

1. For the purpose stipulated in Article 1, the Corporation¹ shall conduct the following activities:

- (1) construct railway infrastructure regarding the Shinkansen lines in accordance with the Nationwide Shinkansen Railway Development Law (Law No. 71 of 1970);
- (1bis) conduct surveys relating to the construction of railway infrastructure of the Shinkansen lines in accordance with the provisions of the Nationwide Shinkansen Railway Development Law;
- (2) lease or transfer the railway infrastructure to entities which operate Shinkansen lines constructed in accordance with subparagraph (1);
- (3) undertake disaster restoration works relating to the railway infrastructure that the Corporation has leased in accordance with subparagraph (2) or (5);
- (4) construct railway or track infrastructure relating to railway or track lines (except for Shinkansen lines) compatible with the standards specified in the relevant ordinances of the Ministry of Land, Infrastructure and Transport, and to undertake large-scale improvement works specified in the relevant cabinet orders;
- (5) lease or transfer the railway or track infrastructure that the Corporation has constructed or on which it has undertaken large-scale improvement works in accordance with the preceding subparagraph, to entities which the aforementioned railway or track infrastructure;
- (6) conduct activities incidental to the activities stipulated in subparagraph (1) through (5) above.

2. Unless it prevents the Corporation from carrying out the activities provided in paragraph 1, the Corporation may, with the approval of the Minister of Land, Infrastructure and Transport, conduct the following activities:

- (1) construct and manage offices, warehouses, stores or other infrastructure specified in the relevant cabinet order, where construction together with elevated railway infrastructure is appropriate, on the land which the Corporation has purchased for the construction of the railway infrastructure under subparagraph (1) or (4) of the preceding paragraph;
- (2) undertake, on commission, railway works as well as surveys, measurements, designs, inspections and research relating to railway works.

* In English only.

¹ The Japan Railway Construction Public Corporation.

3. The Corporation shall be subject to the standards specified in the relevant cabinet orders if it conducts the activities stipulated in subparagraph (1) of the preceding paragraph.

**LAW CONCERNING THE DISPOSAL OF DEBTS AND OTHER MATTERS OF THE
JAPANESE NATIONAL RAILWAYS SETTLEMENT CORPORATION (EXCERPT)**

(Law No. 136 of 19 October 1998)

Article 13

1. In addition to the activities stipulated in paragraphs 1 and 2 of Article 19 of the Japan Railway Construction Public Corporation Law (Law No. 3 of 1964, hereinafter referred to as the "Corporation Law"), the Corporation² shall conduct, for the time being, the following activities:

- (1) pay the expenses or other liabilities that the Corporation shall bear in accordance with Article 7 through 11³;
- (2) dispose the lands or other assets that the Corporation is to assume in accordance with paragraph 1 of Article 2 of the Supplementary Provisions in order to earn necessary sources to conduct the activities stipulated in the preceding subparagraph or other activities;
- (3) develop housing sites from the lands which the Corporation is to succeed in accordance with paragraph 1 of Article 2 of the Supplementary Provisions, to develop facilities relating to those sites, and to manage and transfer those sites and facilities, with a view to effectively conduct the activity stipulated in the preceding subparagraph;
- (4) conduct activities other than those stipulated in the preceding three subparagraphs which are necessary to exercise the rights and discharge the obligations that the Corporation is to assume in accordance with paragraph 1 of Article 2 of the Supplementary Provisions;
- (5) conduct activities incidental to those activities stipulated in each preceding subparagraph.

2. In addition to the activities stipulated in paragraphs 1 and 2 of Article 19 of the Corporation Law as well as in the preceding paragraph, the Corporation may lend funds in accordance with the relevant cabinet orders when it is especially necessary to effectively promote the activities stipulated in subparagraph (2) of the preceding paragraph, as long as the Corporation conducts the activities stipulated in the preceding paragraph.

3. In addition to the activities stipulated in paragraphs 1 and 2 of Article 19 and in the preceding two paragraphs, the Corporation may, on commission, develop housing sites and related facilities, and manage and transfer those sites and facilities (under condition that those activities are conducted in conjunction with the activities stipulated in subparagraph (3) of the preceding paragraph), as long as the Corporation conducts the activities stipulated in the preceding paragraph.

4. The Corporation shall obtain approval from the Minister of Land, Infrastructure and Transport when it intends to conduct the activities stipulated in the preceding two paragraphs.

² The Japan Railway Construction Public Corporation.

³ Articles 7 through 11 are provisions regarding the responsibilities for the costs necessary for payment of various annuities for former employees of the Japan National Railways.

Supplementary Provisions

Article 2

1. The Japanese National Railways Settlement Corporation shall be dissolved on the day when this law takes effect. Upon dissolution of the aforementioned Corporation, the Corporation⁴ shall assume all rights and obligations of the aforementioned Corporation, except for those liabilities that the government shall assume in accordance with paragraph 1 of Article 2 of this Law.

⁴ The Japan Railway Construction Public Corporation.